

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations

Rapport d'évaluation

Licence Histoire

- Université du Maine

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2015-2016

Présentation de la formation

Champ(s) de formation : Lettres, langues et sciences humaines

Établissement déposant : Université du Maine

Établissement(s) cohabilité(s) : /

La licence *Histoire* proposée dans le cadre de l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, langues, sciences humaines (LLSH) de l'Université du Maine est une licence classique visant à faire acquérir aux étudiants les bases minimales requises afin de leur permettre, en troisième année de licence (L3), d'opter pour l'un des trois parcours préprofessionnalisants visant : 1) les concours de l'enseignement (primaire et secondaire, avec le certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (CAPES) d'histoire-géographie et l'agrégation d'histoire) ; 2) les métiers du patrimoine et du tourisme (« Valorisation du patrimoine et développement local ») et, enfin, 3) recherche (parcours doctoral, postdoctoral).

La formation couvre les quatre temps de l'histoire (antiquité, moyen-âge, époque moderne et époque contemporaine), tant par des cours magistraux (CM) que des travaux dirigés (TD) et initie les étudiants à savoir manipuler la « boîte à outils » de l'historien, aussi bien sur le plan de l'écrit (dissertation historique, commentaire historique de document, dossier de recherche) que de l'oral (exposés). Les passerelles et les réorientations sont possibles du fait d'une grande flexibilité de l'établissement et de l'équipe pédagogique. La formation se spécialise progressivement dès la deuxième année de licence (L2), afin d'offrir aux étudiants une plus grande aisance sur le marché du travail dans le cadre de la formation suivie. La formation joint aux cours d'histoire conçus dans la perspective des masters des métiers de l'enseignement, du patrimoine et du master recherche, des enseignements en géographie, langues, des cours sur l'usage de l'informatique appliquée à ces métiers ainsi qu'une initiation soit aux métiers de l'enseignement, du patrimoine ou de la recherche.

Les cours ont lieu au Mans, sur le campus de l'Université et le bassin de recrutement reste essentiellement local.

Synthèse de l'évaluation

La licence *Histoire* de l'Université du Maine est, en effectifs, la seconde de l'UFR LLSH. C'est une formation classique mais qui a su tenir compte des recommandations effectuées précédemment par l'agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) et, surtout, du fait d'une politique d'établissement cohérente, structurée et bien articulée autour de ses potentiels. Elle repose sur une équipe jeune, dynamique, et qui tente de répondre aux attentes des étudiants mais, aussi, de maintenir au meilleur niveau une formation classique que l'on retrouve ailleurs, en particulier dans les pôles universitaires périphériques (Paris est à une heure de TGV) et de la communauté d'universités et établissements (ComUE) Bretagne-Pays-de-la-Loire (en particulier Nantes, Angers et Rennes 2). On note un véritable usage de l'informatique, d'une plate-forme numérique au service des étudiants comme des professeurs. L'enseignement numérique est l'une des marques de fabrique de cette Université (y compris au niveau master) ainsi qu'une réelle volonté de renforcer - à tous niveaux - les partenariats internationaux. Par ailleurs, l'équipe pédagogique a su tisser des liens importants et diversifiés avec plusieurs institutions sur le plan local et régional afin de trouver des partenaires professionnels et des stages pour assurer une meilleure employabilité à ses étudiants. Un appareil de remédiation très efficace a été mis en place pour les plus faibles en première année de licence (L1). Cependant, il reste quelques améliorations possibles : la mise en place d'un conseil de perfectionnement ; la nécessité de mieux intégrer les stages aux parcours et d'assurer une meilleure évaluation et suivi des étudiants en particulier entre la L1 et la L2. Au total, c'est une formation solide et dynamique, et un bilan positif pour cette Université prise entre des polarités régionales qui peuvent enrayer son attractivité et contribuer à la perte d'étudiants.

Points forts :

- Une équipe pédagogique très structurée et coordonnée.
- Une coordination entre les parcours qui permet d'assurer des passerelles entre la licence *Histoire*, les licences professionnelles (LP) les deux spécialités du master *Histoire* et la spécialité *MEEF*.
- Les nombreux partenariats tissés avec d'autres institutions universitaires aux échelles locale, régionale, nationale et internationale mais, aussi, avec les partenariats professionnels locaux et régionaux.
- Un suivi des étudiants et une remédiation, l'usage d'un tutorat systématique, le suivi des étudiants, les conseils et cours apportés par un enseignant de didactique du français.
- L'usage de l'outil numérique comme aide à la pédagogie et à l'élargissement du champ de formation, l'utilisation de l'outil numérique à l'accompagnement et en complément des cours.

Point faibles :

- En dépit de la remédiation mise en place, résultat qui n'est pas à la hauteur des efforts engagés (50-55 % de L1 échouent encore à passer en L2).
- L'évaluation des enseignements qui n'est pas systématisée.
- L'absence de conseil de perfectionnement.
- Le peu de résultats à l'international malgré les dispositifs en place.
- Le manque de lisibilité sur le devenir des étudiants.
- L'évaluation des formations par les étudiants qui reste encore à mettre en place au-delà d'un sondage en L3.

Recommandations :

- Peut-être serait-il nécessaire de réaliser une évaluation en L1 (fin de semestre 1 - S1) afin de pointer d'éventuels dysfonctionnements et d'améliorer l'accès en semestre 2 (S2) et surtout en L2 qui reste très faible.
- Mettre en place, de préférence de manière coordonnée par l'observatoire de l'établissement, l'évaluation des enseignements par les étudiants.
- Pour aider les étudiants les plus démunis à profiter des liens tissés à l'international, il faudrait peut-être mettre en place pour les plus méritants, avec l'aide de l'établissement, un système de bourses d'aide à la mobilité, leur permettant d'y avoir réellement accès.
- Une association des anciens étudiants ayant accompli une partie de leur cursus à l'étranger pourrait stimuler les volontés au départ (peut-être sous forme de conférences données aux étudiants).
- Il serait souhaitable de renforcer davantage les liens avec le territoire local afin de pérenniser le travail déjà accompli.

Analyse

<p>Adéquation du cursus aux objectifs</p>	<p>La licence <i>Histoire</i> est en adéquation entre les objectifs académiques (assurer une formation « classique » historique) et les objectifs professionnalisants affichés de la mention : assurer une préparation à la professionnalisation, tant vers les métiers de l'enseignement (primaire et secondaire) mais, aussi, vers les métiers du patrimoine auxquels les étudiants sont sensibilisés dès la L2. Par ailleurs, la formation offre la possibilité de bi-diplômes (Histoire-Anglais, Histoire-Allemand, Histoire-Espagnol). Le parcours est construit minutieusement en partant d'un enseignement général pour se spécialiser peu à peu, permettant ainsi à l'étudiant à la fois d'acquérir les outils nécessaires à sa formation et préparer progressivement une spécialisation professionnelle. Cette démarche permet ainsi d'assurer une base minimum aux étudiants les plus faibles. La licence <i>Histoire</i> répond donc de manière satisfaisante aux objectifs de la formation, qui sont la préparation aux concours de l'enseignement, aux concours administratifs et aux métiers de l'information et de la culture. La présence d'au moins une unité d'enseignement (UE) de géographie à chaque semestre, répond bien à la préparation des métiers de l'enseignement.</p> <p>Par ailleurs, une répartition équilibrée des CM/TD assure la mise en pratique des concepts développés en cours et l'acquisition des outils de la « boîte à outils » de l'historien. Tous les outils de la méthode ainsi que toutes les périodes du champ historique sont abordés et travaillés par les étudiants. L'esprit critique est mobilisé ainsi que les qualités de construction intellectuelle à l'écrit et à l'oral, le travail en équipe, la recherche documentaire et son utilisation dans le cadre méthodologique disciplinaire.</p>
<p>Environnement de la formation</p>	<p>Parmi les 76 licences <i>Histoire</i> répertoriées en France, celle de l'Université du Maine s'inscrit dans le paysage universitaire du « Grand Ouest » et des pays de la Loire et il existe des formations similaires dans les universités de Tours, Angers, Nantes, Rennes, Caen, Orléans et, au-delà à Paris etc.). La licence <i>Histoire</i> de l'Université du Maine s'adresse aux étudiants de la région mancelle, c'est-à-dire un bassin de recrutement limité à un rayon de 60 à 100 km autour du Mans, correspondant à l'Est et au Nord de l'Académie.</p> <p>Pour ce faire, l'Université du Maine sait tirer beaucoup de son environnement académique et professionnel localement et régionalement. Une articulation est faite entre le monde de la recherche, de l'enseignement et du bassin d'emploi local, régional et national. L'environnement immédiat est fortement mobilisé : adéquation entre les cours donnés et la recherche pratiquée sur place, liens importants avec d'autres filières LLSH (cours d'anglais, allemand et espagnol et de géographie). Il existe des liens importants avec les institutions de la ville et de la région, nombreuses connexions avec les universités de la ComUE Bretagne-Pays-de-la-Loire.</p>
<p>Equipe pédagogique</p>	<p>Une équipe pédagogique jeune, dynamique et bien composée : trois professeurs des universités (PR), cinq maîtres de conférences (MCF) et un professeur agrégé (PRAG) en histoire antique et médiévale ; quatre PR, sept MCF et un attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) en histoire moderne et contemporaine, des doctorants ainsi que des vacataires (dont on ignore la proportion). Cette équipe est apte à fournir la formation et un encadrement appréciable aux étudiants. Toutefois, l'équipe pédagogique est confrontée à des mouvements de personnels (départs à la retraite, disponibilités, décharges de services, nomination à l'Institut universitaire de France, etc.) qui risquent de diminuer sa cohésion et son efficacité.</p> <p>On notera un bon investissement personnel des enseignants-chercheurs (EC) malgré la lourdeur des tâches administratives ainsi qu'un bon suivi pédagogique des étudiants. Par exemple, l'équipe pédagogique se réunit quatre fois par an en réunion de département, le directeur et le doyen sont accessibles quatre jours par semaine et le secrétariat est ouvert dès 7h15 du matin.</p>

	<p>90 % des étudiants de L3 soulignent la disponibilité des enseignants du département d'Histoire. On ne dispose pas d'informations précises sur le pilotage de la formation.</p>
<p>Effectifs et résultats</p>	<p>Le département d'Histoire a subi, comme la plupart des universités, une érosion de ses effectifs, qui est aujourd'hui enrayée. Les inscrits en L1 étaient ainsi au nombre de 99 en 2013-2014 et sont remontés à 116 en 2014-2015. Le nombre d'inscrits en L2 est de 44, avec un taux de passage en L3 de 75 %. Le nombre d'inscrits en L3 est de 54 avec un taux de réussite de 83,3 %. Pour la promotion de L3 de 2013-2014, on note 16 étudiants en première année de master (M1) <i>Recherche</i>, six en M1 <i>Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF) premier degré</i>, cinq en M1 <i>MEEF Histoire-Géographie</i>. En 2014, il y a eu sur 29 inscrits au CAPES, qui est le débouché principal de la formation, 11 admissibles et 9 admis, soit un taux de réussite supérieur à celui des autres universités de l'académie et supérieur à la moyenne nationale. On notera qu'en termes d'effectifs, l'histoire est le second département de la filière LLSH. La stabilisation des effectifs observée depuis deux ans n'est pas une spécificité de cette Université, c'est un phénomène national qui s'explique à la fois par la crise économique et par la courbe démographique. Cependant, les importants partenariats tissés avec les lycées locaux et le Prytanée militaire de La Flèche doivent permettre d'assurer un renouvellement du vivier étudiant mais il faudrait quantifier l'apport réel de ces partenariats dans le nombre d'étudiants qui s'inscrivent en licence <i>Histoire</i> afin d'en mesurer l'impact.</p> <p>Les taux de réussite restent pourtant faibles une fois passé le cap de la L1. D'autant que les taux de réussite en L1 baissent constamment depuis 2011 : seulement 46 % en 2014-2015 pour 69 % en 2010-2011, et ce en dépit de l'appareil de remédiation mis en place. Par ailleurs, une politique de réorientation dès le S2 de la L1 (on ne sait cependant pas vers où) permet de conserver des effectifs maîtrisant mieux les prérequis essentiels ce qui évite des taux d'échecs plus importants. C'est une excellente initiative qui nécessite une forte implication de l'équipe pédagogique. Toutefois les étudiants de l'Université du Maine sont peu motivés par la mobilité.</p>

<p>Place de la recherche</p>	<p>La place de la recherche dans le cursus est relativement réduite, limitée à l'enrichissement des enseignements par les travaux des enseignants-chercheurs très impliqués dans la recherche. La plupart des enseignants-chercheurs appartiennent à une des deux unités mixtes de recherche (UMR) : le Centre de recherches historiques de l'Ouest (CERHIO : Rennes-Brest-Lorient-Angers-Le Mans, UMR 6258) pour les modernistes et les contemporanéistes et le Centre de recherche en archéologie, archéosciences, histoire (CReAAh : Rennes-1-Angers-Le Mans, UMR 6665) pour les antiquisants et les médiévistes.</p> <p>La licence n'est pas directement en prise sur la recherche, toutefois, certaines UE de L2 et de L3 sont déjà articulées à la recherche : « Histoire du corps et des pratiques de santé », « Archéologie médiévale », « Archéologie gallo-romaine » (ces derniers sont assurés par un doctorant qui participe lui-même à des fouilles de sauvegarde). Des documents d'archives inédits sont également étudiés dans certains enseignements d'histoire moderne et contemporaine. Les partenariats institutionnels avec l'Institut de recherches archéologiques préventives (INRAP) et les archives départementales permettent en outre aux étudiants sous forme de visites et de cours sur place une découverte d'un milieu professionnel, de techniques adéquates et, le cas éventuels, de mini-stages (n'excédant pas trois mois).</p>
------------------------------	---

<p style="text-align: center;">Place de la professionnalisation</p>	<p>Les enseignants sont très impliqués dans la professionnalisation de leur étudiants : métiers du patrimoine tenant compte des besoins locaux et régionaux (tourisme, patrimoine, journalisme, médias) ; métiers de l'enseignement (primaire et secondaire). C'est une qui semble répondre aux attentes mais le dossier ne mentionne pas les chiffres d'employabilité.</p> <p>Ainsi, un projet professionnel de l'étudiant (PPE) a été mis en place au S1 permettant de consolider les acquis, d'orienter en cas de besoin vers un tutorat et en cas de nécessité de réorienter dès le S2 l'étudiant vers / dans un parcours plus en adéquation avec ses besoins et capacités. Des enseignants référents aident les étudiants à l'élaborer. Il permet, avec l'aide des tuteurs, l'acquisition de compétences spécifiques, telles la recherche de stages, la rédaction de CV et de lettres de motivation. Néanmoins, les entretiens effectués en début de L1 mettent en évidence l'absence de projet professionnel clair de la part des étudiants. Le dossier signale sans plus de détails que ces derniers ont l'occasion de rencontrer des professionnels, comme des enseignants, des conservateurs de musée, des archivistes, sans préciser si ces professionnels participent aux enseignements et de quelle façon. Les étudiants ont désormais la possibilité d'effectuer des stages en semestre 5 et 6 ; ces stages ne sont pas en entreprise, mais essentiellement dans l'enseignement (parcours <i>Enseignement</i>) et aux archives départementales (parcours <i>Patrimoine</i>).</p> <p>Les contacts avec le milieu socio-économique ou culturel régional sont rendus possibles par le très grand nombre de partenariats tissés localement ou de façon régionale avec le monde du travail s'occupant de patrimoine et du tourisme (archives municipales et départementales, musées, syndicats d'initiative, etc.). Cependant, rien n'indique la qualité des liens qui unissent ces institutions et entreprises avec le monde universitaire. Il n'est pas prévu de stages en entreprise en L3.</p> <p>La fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) est parfaitement remplie.</p>
<p style="text-align: center;">Place des projets et stages</p>	<p>La nouvelle maquette (2012-2017) a introduit, en suivant la recommandation de l'AERES de la précédente évaluation, la possibilité de stages dans les semestres 5 et 6 des parcours <i>Enseignement</i> et <i>Patrimoine</i>. Ces stages ne sont pas en entreprise, mais essentiellement dans l'enseignement, primaire et secondaire et aux archives départementales.</p> <p>Seulement, le nombre de stages effectués reste faible : 12 étudiants inscrits en L3 pour 54 étudiants, soit un sur cinq. On ne dispose pas de données précises sur l'évaluation et le suivi de ces stages. Cependant, les passerelles pour rejoindre les masters professionnels existent et sont cohérentes avec l'objectif d'un enseignement qui se spécialise progressivement, un système dans lequel le stage prend toute sa place. C'est positif. Les étudiants ne se saisissent pas cependant des dispositifs mis à leur disposition.</p>

<p>Place de l'international</p>	<p>Jusqu'en 2010, la dimension internationale n'existait pratiquement pas. Deux partenariats, l'un avec l'Université de Ciudad Real (Espagne) l'autre avec l'Université de Paderborn (Allemagne) restaient purement théoriques. Depuis, ces partenariats ont été réactivés, notamment avec l'Université de Paderborn, sous l'égide de l'Université Franco-Allemande. D'autres liens ont été tissés - sans qu'on en connaisse l'impact réel - avec les Universités de Sheffield (Royaume-Uni), de Chicoutimi (Canada) et de Huelva (Espagne). Une Université d'été franco-américaine dans le cadre d'un partenariat avec l'Université d'Akron (Ohio) a débouché sur la création d'un diplôme d'université (DU), comportant des enseignements en anglais. Il s'agit donc d'une vraie ouverture à l'international qui démontre là encore une implication de l'équipe pédagogique comme de l'Université. L'ouverture à l'international se traduit tant dans le domaine de la recherche que du partenariat avec d'autres universités (22 universités étrangères dont huit européennes), des échanges d'enseignants sont réguliers dans les deux sens.</p> <p>Cependant, les étudiants ne semblent pas saisir les moyens mis à leur disposition (linguistiques en particulier) pour pouvoir profiter de structures d'échanges. Ainsi les liens tissés avec les départements de langue (Anglais, Espagnol et Allemand) ont favorisé l'acquisition d'une seconde langue mais pas d'une troisième contrairement aux objectifs souhaités. La maîtrise linguistique devrait, à terme, favoriser davantage la mobilité étudiante (Erasmus en particulier). Dans le cas de la troisième langue, le dossier note que son acquisition est un vœu pieu. Là encore, les structures existent mais les étudiants ne se les approprient pas. Il faut se demander pourquoi. Manque de motivations ? Pas de culture du voyage chez ces étudiants qui restent ancrés dans le local ou le régionalelement proche ? Pas de moyens financiers appropriés ? Rappelons ici que 45 % des L1 sont boursiers. Une enquête plus approfondie est nécessaire afin de trouver des clefs d'explication et donc, de possibles remédiations.</p>
<p>Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite</p>	<p>Le dispositif de remédiation mis en place par l'Université du Maine est d'autant plus nécessaire que 40 % des étudiants arrivant en L1 estiment qu'ils ne disposent pas des prérequis pour suivre leur cursus. Le dispositif est exemplaire par l'articulation qu'il fait entre l'équipe pédagogique, les EC référents (20 étudiants par EC en moyenne) et la trentaine de tuteurs mis à la disposition des licences. Un test informatisé de français a été systématisé dès 2014 et permet de faire une première sélection pour orienter les étudiants qui en ont besoin vers des outils et des personnes ressources pour la remédiation qui se fait en S1 et S2 de licence. Il est supervisé par le suivi d'un EC spécialisé en didactique du français. L'accompagnement se fait durant toute la L1 et voire, pour certains, en L2. Pour ce faire, un questionnaire très pertinent donné aux L1 en S1 permet d'assurer un réel suivi pédagogique et - le cas échéant et si nécessaire - d'aider les étudiants par un tutorat ou une réorientation. Par ailleurs, la coordination avec le département Langues vivantes étrangères - LVE (en particulier en français langue étrangères - FLE) et didactique des langues permet de trouver des compétences utiles pour mettre en œuvre cette remédiation. une partie de la remédiation en français est financée par la région.</p> <p>Cependant, selon le dossier fourni, le peu d'assiduité à ces cours complémentaires et l'absentéisme de nombre d'étudiants dans les TD ne permet pas à cet outil de s'exercer, ce qui explique le faible taux de réussite et de passage de L1 en L2. Il existe une marge réelle entre le nombre d'inscrits et de présents. Mais, là aussi c'est un phénomène qui n'est pas propre à l'Université du Maine. Néanmoins, le nombre d'étudiants à suivre le tutorat semble augmenter. Toutefois, en attendant, ces dispositifs ne suffisent pas à améliorer significativement les résultats en première année.</p>
<p>Modalités d'enseignement et place du numérique</p>	<p>La place du numérique est l'un des points forts de l'Université du Maine. L'UFR LLSH et le département d'Histoire ont pu profiter de l'expertise du pôle de ressources numériques (PRN) de l'établissement, preuve des connexions internes et de l'usage des spécificités et des forces de l'Université entre divers pôles. Le département d'Histoire a été pionnier dans l'usage des techniques informatiques à l'Université du Maine. Les étudiants bénéficient sur la plate-forme numérique de l'Université du Maine (UMTICE) de compléments de cours, de conseils méthodologiques, de diaporamas, d'informations sur les événements culturels etc. Les deux tiers des étudiants et 80 % des enseignants utilisent régulièrement ces ressources numériques.</p>

	<p>En histoire, le numérique permet à des étudiants éloignés géographiquement de suivre des cours à distance (enseignement à distance - EAD). Ces cours profitent, aussi, aux étudiants inscrits en bi-cursus. L'équipement est de haute volée. En effet, l'UFR bénéficie de cinq salles informatiques, de deux salles de visio-conférences, d'un laboratoire de langues et les enseignants peuvent utiliser des tableaux numériques. Un équipement rendu possible par la politique numérique de l'établissement. En effet, le PRN, qui est un service partagé par toutes les composantes de l'Université du Maine, favorise la création des cours en numérique, accueille et gère la plate-forme informatique de stockage des enseignements et les met à la disposition des étudiants. Ces cours sont financés par l'inscription des étudiants. Par ailleurs, le PRN accueille et gère également des sites web renforçant le potentiel pédagogique de l'UFR (sites sites pour l'UFR LLSH). Enfin, une plate-forme de ressources mise en place entre 2007 et 2008, gérée et alimentée par les EC de l'UFR, offre aux étudiants les moyens d'accéder à des ressources complémentaires aux cours suivis en présentiel. La plate-forme, bien fréquentée, n'est donc pas une cathédrale dans le désert, c'est un outil utilisé par les étudiants (surtout les L1 mais aussi les L2 et L3) et les enseignants (80 %). 90% des étudiants en L3 jugent que c'est un outil de haute qualité et l'utilisent régulièrement bien que son utilisation ne soit pas obligatoire. Par ailleurs, la formation informatique peut être ensuite valorisée dans la vie professionnelle. C'est donc un atout de poids.</p>
<p>Evaluation des étudiants</p>	<p>La validation des enseignements est semestrielle, sans compensation entre les semestres, ce qui a entraîné la suppression du jury de fin de premier semestre.</p> <p>Les travaux dirigés sont évalués dans le cadre du contrôle continu, tandis que l'examen terminal est maintenu pour les cours magistraux. Le dossier fait référence à des épreuves écrites et des épreuves orales, sans préciser si ces dernières concernent tous les étudiants ou seulement les étudiants salariés pour qui un parcours d'examens spécifiques aurait été aménagé. En L1 et L2, les cours sont répartis en un tiers CM et deux tiers TD afin de favoriser la mise au travail de l'étudiant. Aux semestres 5 et 6 (L3), la part des CM par rapport aux TD est plus importante. L'équipe pédagogique fait remarquer le peu d'assiduité des étudiants aux séances de corrections des devoirs, ce qui pour le coup annihile tout effort pédagogique d'une équipe au service des étudiants.</p>
<p>Suivi de l'acquisition des compétences</p>	<p>Comme dans d'autres départements d'Histoire, la L1 ouvre les étudiants à l'histoire moderne et contemporaine. De fait, l'histoire antique et l'histoire médiévale ne sont abordées qu'à partir de la L2. Il serait utile de panacher davantage en L1 afin d'initier les étudiants à l'ensemble du champ disciplinaire. Dès la L2, des ouvertures sont faites (enseignement, patrimoine et tourisme) pour ouvrir aux métiers auxquels préparent les LP et les masters professionnels. Le dossier signale que l'évaluation vérifie l'acquisition des compétences requises en histoire : capacités de synthèse, qualités rédactionnelles et aisance à l'oral. Le supplément au diplôme précise les compétences que le diplômé doit avoir acquises (trier, analyser, hiérarchiser des données, s'exprimer à l'écrit comme à l'oral etc.).</p> <p>Cependant, ces données s'appuient sur une enquête réalisée auprès des étudiants de L3 où 75 % d'entre eux estiment avoir progressé. En revanche, ce suivi pourrait être renforcé et devenir un vrai outil d'analyse par la même enquête réalisée en L1 et faite en fin de S1 puis en L2, en S4. Le suivi est assez léger.</p>
<p>Suivi des diplômés</p>	<p>Les recommandations faites par l'AERES ont été prises en compte et ont servi à améliorer le suivi des diplômés. Selon le dossier, ce n'est pas la tâche des enseignants-chercheurs, mais celle du bureau d'aide à l'insertion professionnelle (BAIP). C'était un point faible mis en évidence par la précédente évaluation. On ne dispose donc pas de données sur ce point et on ne sait pas si le BAIP s'acquitte de cette mission. Il y a donc une faiblesse sur ce point.</p>

<p>Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation</p>	<p>L'équipe pédagogique souligne l'avis positif de l'AERES lors de la précédente évaluation sur le suivi, l'accompagnement pédagogique des étudiants en difficulté et l'encadrement des étudiants mais il n'y a pas de conseil de perfectionnement, qui devrait être mis en place au plus tôt.</p> <p>Il reste cependant du travail à faire concernant la mise en place d'une évaluation systémique et systématique à d'autres niveaux que la seule L3. Les étudiants semblent satisfaits du système d'évaluation cependant l'évaluation des cours reste faible et elle n'est pas systématisée. Les enseignants se proposent de faire évaluer au moins l'un de leurs cours annuellement. La non systématisation de cette pratique, à l'ensemble du département et de l'UFR, voire de l'Université, rend caduque cette proposition. Il faudrait que toute l'équipe de l'UFR mette en place un questionnaire ouvert et utilisable de façon systématique. L'utilisation des ressources numériques et d'un véritable savoir-faire pourrait aider en ce sens.</p>
---	--

Observations de l'établissement

Champ de formation	LLSH
Intitulé du diplôme	Licence Histoire

Observations sur le rapport d'évaluation de l'HCERES

En réponse aux points suivants évoqués par le comité d'experts, l'équipe de formation souhaite apporter les précisions suivantes :

Synthèse de l'évaluation

Voir fichier HCERES

Analyse

Equipe pédagogique	
Observations	Le rapport d'évaluation note que l'« on ne possède pas d'information sur le pilotage de la mention ». Nous rappelons simplement que les noms des responsables, qui assurent le suivi des formations tout au long de l'année, figurent en toutes lettres dans le dossier, et que la phrase précédente souligne que l'équipe pédagogique se réunit au moins quatre fois an.
Place de la recherche	
Observations	La « place réduite de la recherche » et le fait que « la licence ne soit pas directement en prise sur la recherche » autrement que par le contenu des enseignements provient du caractère généraliste de la mention histoire, inhérente à la mention. Son but, souligné dans le rapport, est bien d'apporter des ouvertures sur la recherche, mais n'a pas vocation à se substituer à un diplôme de Master. La recherche est explicitement intégrée par le biais des enseignements de « sciences auxiliaires » de la recherche (paléographie, épigraphie...), et dans le détail des enseignements, par des travaux sur archives manuscrites dans trois UE au moins (histoire médiévale et moderne). Nous n'avions sans doute pas assez souligné ce point dans le rapport.
Place de la professionnalisation	
Observations	Pas de commentaire, si ce n'est qu'il faut préciser que les enseignants-chercheurs intervenants dans la licence sont eux aussi des professionnels...
Place des projets et stages	
Observations	La faiblesse du nombre de stage en entreprises s'explique par la conjugaison de deux facteurs : d'abord les étudiants de licence que nous formons n'ont pas vocation prioritaire, sauf quelques cas, à travailler dans le monde de l'entreprise privée ; ensuite, rares sont les entreprises privées, hors des secteurs des métiers de la culture, du patrimoine, du livre, de l'écrit et de l'information, qui s'intéressent à des étudiants venant d'une licence d'histoire.
Place de l'international	
Observations	Le faible nombre d'étudiants participants aux échanges internationaux provient en grande partie des caractéristiques sociologiques de notre bassin de recrutement : milieux modestes, ruraux, forte proportion d'étudiants boursiers... La création de bourses spécifiques, qui viendraient s'ajouter aux dispositifs déjà existants, n'est pas de notre ressort, en l'absence de tout financement dédié.

Suivi de l'acquisition des compétences

Observations	<p>Le renforcement de l'approche simultanée des quatre grandes périodes historiques constitutives de la discipline va être encore accentué dans la prochaine maquette en préparation pour la rentrée 2017.</p> <p>La multiplication des enquêtes, comme celle réalisée auprès des L3, peut être envisagée pour les étudiants des premières et seconde année. Il semble cependant que ces enquêtes n'acquiescent une vraie pertinence qu'au terme de la formation, au moment de la délivrance du diplôme, en raison des rythmes individuels différenciés de progression des étudiants. Il faut aussi garder à l'esprit que ces enquêtes ne peuvent valoir que pour ce qu'elles sont : des enquêtes d'opinion traduisant des impressions et un ressenti, et non des données statistiques reflétant une réalité.</p>
--------------	---

Suivi des diplômés

Observations	<p>Organiser le suivi des diplômés de toutes les formations du département d'histoire requiert des moyens humains que nous n'avons pas au sein du département. Par contre l'Université intègre le dispositif « Career center » qui permettra un suivi systématisé et efficace des diplômés.</p>
--------------	---

Conseil de perfectionnement Procédures d'autoévaluation

Observations	<p>La nécessité d'un conseil de perfectionnement au sens large, rassemblant des personnalités extérieures sans lien direct avec la formation, ne semble pas une évidence qui s'impose aux yeux de l'équipe pédagogique. Sa formalisation, qui ne pourrait en réalité qu'être restreinte aux membres faisant déjà partie de l'équipe pédagogique, correspond aux pratiques informelles actuelles.</p> <p>L'évaluation systématique de tous les enseignements de la licence Histoire n'est pour l'heure pas à l'ordre du jour, même si nous nous efforçons de tendre vers cet objectif qui nous est indiqué. Les tentatives faites en ce sens depuis plusieurs années ont toutes abouties au même constat : faible intérêt des étudiants, qui se traduit par un très faible taux de réponses, non représentatives statistiquement parlant. La tentative de contraindre les étudiants à répondre s'est avérée tout aussi vaine. La diffusion d'une procédure « Evamaine » à l'échelle de l'établissement nous semble plus adaptée et en mesure de répondre à l'attente des évaluateurs.</p>
--------------	--

Observations générales

Pas de commentaire

Pour le président de l'université du Maine
La vice-présidente FVU
Anne DESERT

